

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

passé en application des articles L.2123-1-1° ; R.2123-1-1° et R.2123-4 à R.2123- 6
du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Acheteur :

Sorbonne Université

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

Conception et fabrication d'un prototype d'une sonde filaire et d'une sonde autonome

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

Sorbonne Université

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

Article 2 : Objet et forme du marché

2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet, la conception et fabrication de deux prototypes de sondes (une sonde filaire une sonde autonome), dans le but de développer un outil de mesure du gradient de température in-situ dans les sédiments et adapté pour une utilisation avec les ROVs de la Flotte Française. Le but principal est de répondre à un besoin de la communauté scientifique française qui souhaite détecter et étudier les transferts de chaleur et de fluides au fond des océans (circulations hydrothermales, suintements fluides, failles, etc.)

2.2 Forme du marché

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le CCTP.

Le présent contrat est un marché public de fournitures courantes et de services. Il s'agit d'un **marché mixte, il prend pour partie la forme d'un marché forfaitaire, et pour partie la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum.**

Montant maximum de commande des accords-cadres sur la durée totale de la tranche optionnelle (soit 6 mois) :

Lot 1 : 10 000 € HT

Lot 2 : 50 000 € HT

2.3 Modalités d'exécution du marché

Le présent contrat comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

- Tranche ferme : durée de 13 mois – Mise au point des prototypes et première phase d'essais (en bain)
- Tranche optionnelle n°1 : durée de 11 mois – Poursuite des tests (en mer) et corrections d'erreurs éventuelles
- Tranche optionnelle n°2 : durée de 6 mois – Commande d'exemplaires de sondes supplémentaires

Article 3 : Allotissement

Le marché est composé de deux lots :

Référence de la consultation : [SU-2025-SAFSPI124-SONDES](#)

- Lot n° 1 : Prototype de sonde filaire de gradient de température
- Lot n°2 : Prototype de sonde autonome de gradient de température

Article 4 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les pièces particulières, les pièces générales, et les pièces de l'offre ces pièces sont énumérées dans leur ordre décroissant de priorité.

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (DPGF et BPU/DQE) ;
- Le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) accepté sans aucune modification ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'offre technique du titulaire.

Pièce générale :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document.

Article 5 : Durée du marché

Le marché est d'une durée totale de 30 mois à compter de sa notification. Le détail des différentes phases est donné à l'article 2.3 du présent CCAP.

Article 6 : Description des prestations

Conception et fabrication de deux prototypes de sondes (une sonde filaire une sonde autonome), dans le but de développer un outil de mesure du gradient de température in-situ dans les sédiments et adapté pour une utilisation avec les ROVs de la Flotte Française.

Article 7 : Modalités de détermination des prix

7.1 Forme des prix

Le présent marché est mixte :

- Les prix de la tranche ferme et de la tranche optionnelle n°1 sont forfaitaires et détaillés dans la DPGF
- Les prix de la tranche optionnelle n°2 sont unitaires et détaillés dans le BPU

7.3 Contenu des prix et prix de règlement

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Le prix comprend les prestations demandées, l'équipement, les frais de personnel et de déplacement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et ainsi que les marges bénéficiaires.

7.4 Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, la date d'établissement du prix correspond au mois précédent la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois m0 » (mois zéro). Les prix sont fermes durant la première période du marché soit 12 mois.

La révision s'effectue une fois par an, à chaque date anniversaire de la notification du marché, sous réserve d'un préavis d'un mois adressé à SU, par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée du nouveau bordereau de prix unitaires daté et signé et de tout justificatifs nécessaires, par application de la formule suivante :

$$P = P0 * (0,15 + 0,85 (ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o)))$$

dans laquelle :

P = prix révisé HT ;

P0 = prix initial HT figurant dans le BPU en annexe à l'acte d'engagement

- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index ICHTrev-TS « activités spécialisées, scientifiques, techniques » (Insee 1565195).

Article 8 : Clause de réexamen

Indépendamment de tout acte modificatif qui serait rendu nécessaire en cas de difficulté d'exécution du marché, le présent marché comprend une clause de réexamen.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et fournitures figurant au présent C.C.P l'ajout ou la suppression de

Référence de la consultation : [SU-2025-SAFSPI124-SONDES](#)

prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

Article 9 : Prestations similaires

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

Article 10 : Modalités de règlement

10.1 Paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait, pour chaque livrable tel que décrits au CCTP et décomposés au sein de l'annexe financière.

10.2 Avance

Une avance est obligatoirement accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (conditions cumulatives). Cette avance est calculée sur la base du montant TTC du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché lui sera versée, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-19 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80% de ces prestations seront effectuées.

Le montant de l'avance est indiqué dans l'acte d'engagement.

10.3 Facturation

Les factures seront établies mensuellement en un seul exemplaire et adressées à :

**Sorbonne Université
Agence Comptable
Service comptabilité fournisseurs
Boîte Courrier 500
4 Place Jussieu
75 252 Paris cedex 05**

Les factures comporteront les informations suivantes :

- la date de la facture ;

Référence de la consultation : [SU-2025-SAFSPI124-SONDES](#)

- le numéro de la facture ;
- l'identité du titulaire ;
- la dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel) ;
- l'adresse du siège social ;
- l'adresse de facturation (si différente) ;
- le numéro de Siret ;
- la ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants) ;
- le numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans) ;
- la référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement) ;
- le nom du service destinataire ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la commande ;
- Le SIRET du service destinataire (130 002 285 000 134) ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

10.4 Facturation électronique

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par Sorbonne Université que par dépôt au format PDF sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront établies selon la périodicité indiquée à l'article 9.1 du présent CCAP en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET de Sorbonne Université : **130 023 385 00011**
- Le code EJ CHORUS
- Le code service :
- le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement

Référence de la consultation : [SU-2025-SAFSPI124-SONDES](#)

principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

10.5 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

10.6 Délai global de paiement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché. Conformément à l'article 1 de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal et au règlement R2192-32 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université. Le comptable signataire de la dépense chargé du paiement est l'agent comptable de Sorbonne Université.

10.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Article 11 : Assurances

Le titulaire devra justifier, avant le début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices ou attestations correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément Sorbonne Université de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 12 : Responsabilité

Tous dommages causés à un tiers, aux agents et aux biens de Sorbonne Université, dans le cadre de l'exécution du contrat entraîneront une réparation au frais du titulaire.

Article 13 : Confidentialité

En complément aux dispositions prévues à l'article 5 du CCAG FCS, il est précisé ce qui suit :

- Le titulaire ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties d'objets ou matériels par ces mêmes personnes.

Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement à cette règle pourrait entraîner la réparation des dommages et intérêt subi par Sorbonne Université.

Article 14 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération du paiement des pénalités si leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché. Aussi, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total hors taxes du marché. Les pénalités sont cumulables.

14.1 Pénalité de retard pour non-respect des délais

Obligation	Délai associé	Pénalité en cas de non-respect du délai
Pénalité pour retard de livraison	Délais annoncés par le candidat dans son planning prévisionnel	150 € HT par semaine de retard

14.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

Article 15 : Différends entre les parties

Si Sorbonne Université constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au contrat, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure.

Il fait à défaut, application de l'article 46 du CCAG-FCS.

Article 16 : Résiliation

Référence de la consultation : [SU-2025-SAFSPI124-SONDES](#)

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le Chapitre 7 du CCAG-FCS.

Article 17 : Dérogation au CCAG-FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG -FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article du CCAP	Clause concernée	Article du CCAG - FCS
Article 4	Pièces contractuelles	Article 4.1
Article 14	Pénalités	Article 14